

avec les ONG. Sauf erreur, c'est au député de Terre-Neuve qu'il a dit cela.

Je partage entièrement l'opinion du député de Broadview—Greenwood. Nous, les parlementaires, nous devons travailler avec les groupes d'écologistes qui ont les mêmes préoccupations que nous au sujet de l'Atlantique nord, de manière que, tous ensemble, nous conjuguiions nos efforts pour enrayer la véritable cause du problème.

Un de ces organismes, le Fonds international pour la défense des animaux, n'est pas très populaire ici en raison de toute l'histoire sur la chasse aux phoques, mais il a organisé dernièrement une mission d'information à l'intention de certains parlementaires européens. Ceux-ci pourront ensuite rentrer en Europe et se pencher, non pas sur la chasse aux phoques, mais sur la cause sous-jacente du problème, soit la surpêche pratiquée par l'Espagne et le Portugal. Pourquoi cet organisme a-t-il fait cela? Parce que le Fonds international pour la défense des animaux sait que plus le problème s'aggraverait, plus les pressions s'intensifieraient. Nous en avons la preuve en l'occurrence. Nous cherchons ici un bouc émissaire et nous refaisons la démarche à l'envers. Nous revenons à la chasse aux phoques, puis au boycottage des produits canadiens du phoque, du poisson, etc., par les pays d'Europe et d'ailleurs. Il s'agit d'une sorte d'effet de dominos à l'envers.

Voilà donc un exemple de situation où une ONG a essayé d'étudier la cause d'un problème avec d'autres personnes en mesure de faire quelque chose pour le régler en Europe.

Ce serait peut-être un bon exemple à donner aux autres groupes environnementalistes pour les inciter à chercher une solution au problème. À mon avis, le temps où nous agissions en adversaires dans ce dossier est terminé. Nous devrions examiner cette ressource et les menaces qui pèsent sur elle dans son contexte mondial. Nous devrions essayer de trouver la façon la plus efficace de recueillir des données fiables. C'est important. Ces données devraient nous permettre de travailler en collaboration et nous donner un peu de poids. Comme je l'ai dit, nous pourrions même saisir la cour internationale de la question pour résoudre le problème.

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, nous sommes réunis ici pour discuter des répercussions de certains actes insensés sur le plan environnemental.

Les crédits

La surpêche et l'absence de mesures de conservation dans le Nord atlantique auraient tout d'abord des effets désastreux à l'intérieur même de l'écosystème marin, mais elles contribueraient à la longue à la dévastation de centaines de localités au Canada atlantique et de milliers de familles dans cette région.

Rien n'illustre mieux le lien absolu entre l'économie et l'environnement que cette tragédie dont nous discutons. Même si je n'ai que le temps d'aborder les conséquences environnementales de la surpêche, il faut bien comprendre que, si la société n'a pas su adopter les principes du développement durable, elle n'a qu'à s'en prendre à elle-même et à en payer le prix.

Par conséquent, il est de notre devoir d'aider financièrement ceux qui sont désormais privés de leurs moyens de subsistance ainsi que les localités qui vivent de la pêche.

[Français]

Nous sommes ici, monsieur le Président, pour discuter de la question de la surpêche de la morue, qui appauvrit une importante ressource naturelle de l'Atlantique.

Depuis quelque temps, plusieurs d'entre nous n'ont cessé de démontrer le lien qui existe entre les systèmes économique et écologique. La preuve ne peut pas être plus évidente que l'exemple que nous avons devant nous dans cette Chambre aujourd'hui.

La surpêche dans l'Atlantique de la part de la France, de l'Espagne et du Portugal est un acte d'agression économique et environnemental. Son résultat: l'effondrement des ressources de morue de l'Atlantique; la destruction de la base économique de cette région; et la dévastation de centaines de communautés canadiennes.

Le problème de la surpêche n'est que le résultat de ce que nous avons semé. Cette tragédie doit nous léguer une leçon: jamais plus on ne pourra séparer l'économie de l'environnement.

[Traduction]

En général, le problème, c'est que les pays étrangers saccagent les stocks de poisson de nos eaux. Mais de façon plus précise, le problème, c'est que les États membres de la Communauté économique européenne ravagent les stocks de morue du Nord atlantique, et c'est le Canada qui en paie la note. Le gouvernement ne fait rien. La motion que j'appuie vigoureusement nous rappelle qu'il est temps d'agir.